

ÉDITORIAL DATÉ DU MERCREDI 2 OCTOBRE 2013

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly

BUDGET(S) 2014:

LE CHOIX DE LA RÉCESSION

Le gouvernement a présenté la semaine dernière ses projets de loi de finances pour le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale.

La rigueur ou l'austérité demeurent la règle. D'ailleurs, dès le lendemain de la présentation du budget 2014 le ministre de l'Économie était à Bruxelles pour rendre des comptes face aux engagements dans le cadre du pacte budgétaire européen.

S'agissant du budget de l'État, celui-ci est comprimé de 9 milliards d'euros par rapport à ce qu'il aurait dû être «normalement».

Cela se traduit non seulement par un gel du traitement des fonctionnaires, mais aussi par une diminution importante des effectifs dans les administrations considérées comme non prioritaires qui sont, pour beaucoup d'entre elles, à l'os.

Par ailleurs, des missions de service public sont supprimées telles que l'aide technique de l'État aux collectivités locales pour leurs travaux d'aménagement et d'infrastructures.

Du côté de la Sécurité sociale, l'annonce d'une réduction de 440 millions d'euros pour les hôpitaux publics, déjà mal-en-point, va les fragiliser encore plus.

On est, là aussi, dans des logiques purement arithmétiques ou comptables qui font des dégâts de plus en plus importants sur la qualité des soins.

Dans le même temps on ne touche toujours pas au mode de financement des hôpitaux (la fameuse T2A), de plus en plus critiqué cependant.

Théoriquement destinés à préparer l'avenir et à utiliser au mieux les recettes publiques et sociales, les budgets sont de plus en plus des démarches de court terme prioritairement censées répondre aux engagements restrictifs européens.

En quelque sorte, on organise la récession là où il faudrait programmer la croissance et la qualité.

Le même schéma vaut pour les retraites, notamment au travers de l'allongement de la durée de cotisation ou du rôle de gendarme attribué au comité de surveillance.

Autant de raisons qui militent pour la réussite de notre rassemblement national à Paris le mardi 15 octobre 2013.